

Engagements pour une nouvelle ambition en Méditerranée

1. Nous, Ministres des Affaires étrangères des dix États du dialogue 5+5 en Méditerranée occidentale la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, l'État de Libye, la République de Malte, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, la République portugaise et la République tunisienne, qui avons associé à nos réflexions les hauts dirigeants de l'Union européenne, de la République fédérale d'Allemagne, de la Banque européenne d'investissement, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Union pour la Méditerranée et de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, nous sommes réunis à Marseille pour le « Sommet des deux rives, Forum de la Méditerranée ».

2. Nous avons pleine conscience de ce qui a été réalisé depuis un quart de siècle pour faire progresser la coopération et l'intégration en Méditerranée, singulièrement dans le cadre du Dialogue 5+5, lequel ne cesse de s'enrichir et d'être plus efficace, mais également au sein des institutions et fora auxquels nous participons, notamment le Processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée. Toutefois nous avons aussi le sentiment que le moment est venu de donner à nos relations une nouvelle dynamique et impulsion en Méditerranée occidentale, lesquelles se veulent complémentaires des autres initiatives et leur apportent une véritable valeur ajoutée. Dans cet esprit, nous avons lancé un processus innovant, que nous souhaitons inscrire dans la durée, en utilisant une approche tripartite, de nature participative, qui associe aux États et aux partenaires du développement la société civile, et lui donne un rôle de proposition.

Nous remercions la délégation des Cent personnalités qualifiées de la société civile méditerranéenne, emmenée par un Comité de pilotage présidé par Mme Ouided Bouchamaoui, qui a synthétisé dans la « *Déclaration des Cent* », adoptée à Tunis, le 11 juin, les travaux des cinq forums thématiques préparatoires, à Alger (8 avril 2019) sur le thème des « Énergies », à La Valette (24 et 25 avril 2019) sur « Jeunesse, Éducation, Mobilité », à Rabat (29 avril 2019) sur « Économie et Compétitivité », à Montpellier (2 et 3 mai 2019) sur « Culture, Médias, Tourisme » et à Palerme (15 et 16 mai 2019) sur « Environnement et Développement durable ». Nous sommes convaincus que ce travail a déjà produit des résultats encourageants, y inclus la sélection de projets d'intérêt commun. Nous félicitons le Comité de pilotage pour le travail qu'il a effectué en lançant des débats novateurs et en poussant à une

réflexion de substance. Nous entendons suivre l'avancement des nombreux projets et initiatives qu'il a sélectionnés, dont aucun ne sera négligé. Nous saluons l'engagement des pays ayant organisé les cinq forums thématiques, qui n'épuisent pas les priorités de la Méditerranée occidentale, ainsi que l'organisation par l'Union pour la Méditerranée de la réunion « Regards partagés sur les enjeux prioritaires en Méditerranée » avec des représentants de tout le bassin. Le caractère durable du processus entamé par le Sommet des deux rives, permettra, dans les années à venir, de s'ouvrir à d'autres sujets d'intérêt pour la région.

3. Héritiers d'une histoire commune, riche de sa diversité et d'un patrimoine exceptionnel, nous avons pleinement conscience que la Méditerranée est un creuset des civilisations à travers les siècles et un formidable carrefour d'échanges entre ses peuples. Nous soulignons le rôle d'interface mondiale à la croisée maritime des continents africain, asiatique et européen que joue la Méditerranée, véritable passerelle entre ses deux rives et route ouverte sur le monde.

4. Nous sommes convaincus que ce qui unit nos deux rives est plus important que ce qui les divise. Nous souhaitons proposer un agenda positif pour la Méditerranée et la promouvoir comme une mer de toutes les opportunités. Face aux multiples transitions (notamment politique, climatique, économique et numérique), l'urgence nous conduit à aider à inspirer une génération solidaire face aux enjeux transnationaux. Nous sommes attachés aux mêmes valeurs, notamment de tolérance et de respect de l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons partager nos bonnes pratiques de gouvernance, de vivre-ensemble et de bon voisinage.

5. Nous sommes conscients, que pour relever les défis grandissants et globaux auxquels fait face notre région, nos réponses doivent être communes et porter en elles, notamment, les nécessités de co-développement, de développement durable et de respect des droits de l'Homme. Nous souhaitons contribuer à la définition de solutions pratiques, à travers notre soutien à plusieurs projets d'avenir structurants mais aussi de plus petite taille, qui s'inscrivent dans une vision d'ensemble partagée. Nous proposons ainsi de décliner notre ambition commune en cinq grandes séries d'actions à mener conjointement :

1. Engagements pour une Méditerranée de la connaissance et de la mobilité

La dimension humaine est notre priorité commune dans cet agenda positif de la Méditerranée occidentale. Notre jeunesse nous interpelle en se saisissant des sujets d'avenir et en utilisant tous les instruments de la modernité. Nous pensons que l'intégration entre nos deux rives, à laquelle nous aspirons tous, doit passer plus encore par la jeunesse.

Un nouveau discours sur l'éducation, l'employabilité et la mobilité doit émerger et se traduire dans les faits pour permettre aux jeunes de devenir le moteur du changement dans la région. C'est seulement par une approche ascendante, conduite par les jeunes et la société civile, que nous pourrions regarder vers l'avenir et relever durablement les défis communs auxquels notre région est confrontée.

Face aux enjeux de l'employabilité, de l'emploi décent et du chômage des jeunes, nous souhaitons investir davantage dans leur éducation et leur formation initiale, de base et tout au long de la vie, avec un accent mis sur les métiers d'avenir, par exemple, dans l'économie bleue, pour favoriser une véritable égalité des chances et assurer l'insertion sociale dans la vie active. Nous souhaitons donner une deuxième chance à ceux qui ont décroché du système scolaire et développer des parcours de

classes « méditerranéens » dans nos écoles. Nous encourageons nos universités et nos établissements de formation professionnelle à accroître davantage encore leur coopération.

Nous reconnaissons que l'intelligence culturelle, développée au sein d'une éducation à la diversité, à la durabilité et à l'inclusivité, est nécessaire pour dépasser les obstacles culturels existants. Nous souhaitons renforcer, par la connaissance partagée des langues et des différentes cultures des pays riverains, le respect et la compréhension mutuels, le sentiment de solidarité, d'appartenance à un espace commun marqué par le rapprochement de leurs peuples et une culture de la paix.

Nous souhaitons développer la mobilité spatiale et sociale soutenable des talents méditerranéens, à travers l'encouragement de programmes d'échanges et de coopération et la mise en place de réseaux, tant d'universités que d'organisations de la société civile, en particulier des femmes, des jeunes et des artistes.

Nous souhaitons offrir les conditions nécessaires pour que la jeunesse des deux rives puisse se reconnaître, se comprendre, se rapprocher et s'enrichir, dans le cadre d'un espace commun du savoir et de la connaissance.

Dans ce contexte, nous avons noté avec intérêt, entre autres, dans les suggestions de l'Assemblée des Cent, les projets et initiatives suivants : la création d'un programme de mobilité pour tous les jeunes associatifs du 5+5 ; l'élargissement du programme *Méditerranée Nouvelle Chance* à tous les pays de la Méditerranée occidentale ; la création d'un réseau d'écoles des métiers de la mer sur les deux rives de la Méditerranée.

2. Engagements pour une Méditerranée durable

Nous nous engageons pour une Méditerranée vivante, sans déchets et à faibles émissions carbone.

Nous déployons tous nos efforts pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable et affirmons notre attachement aux principes définis dans l'Accord de Paris sur le changement climatique (2015). Nous nous engageons pour la protection de l'environnement et de la biodiversité ainsi que des écosystèmes terrestres et marins méditerranéens.

Faisant le constat alarmant des effets dévastateurs du réchauffement climatique en Méditerranée, nous nous engageons pour une gestion durable et raisonnée de l'eau et des ressources naturelles, dans l'optique également de fournir une alimentation durable et de qualité à tous.

Nous nous engageons à lutter contre les rejets chimiques et plastiques qui intoxiquent et sont porteurs d'inégalités. Nous soutenons toutes les initiatives pertinentes en cours de collecte, mais aussi de prévention et de recyclage des déchets plastique en Méditerranée pour atteindre l'objectif de « zéro plastique en Méditerranée » ainsi que celles de « zéro gaspillage en Méditerranée ».

Conscients de l'importance des énergies pour nos peuples et nos économies, nous nous engageons à soutenir le développement d'une transition énergétique, cohérente avec les réalités géo climatiques, qui concilie l'utilisation du potentiel naturel, les énergies renouvelables, les interconnexions, l'efficacité énergétique – notamment par l'approche de l'économie circulaire – et les capacités technologiques que recèlent nos deux rives, dans le cadre d'un pacte de développement durable.

Face à un trafic maritime dense et en augmentation, qu'il s'agisse du transport de voyageurs ou des échanges de marchandises, nous affirmons que le contrôle des émissions polluantes des navires est une nécessité.

En écho à la présidence française du G7 en 2019 qui fait de la préservation des océans une de ses priorités, nous nous engageons à promouvoir l'économie bleue notamment à travers les cadres de coopération régionale existants (Ouest MED) et souhaitons faire de notre mer commune un « océan modèle » pour le reste du monde. Dans ce contexte, nous croyons notamment nécessaire de préserver les ressources halieutiques. Nous soutenons l'idée de « clusters maritimes » qui favorisent l'innovation et la durabilité des financements.

Nous souhaitons continuer à soutenir le développement de la finance verte pour assurer une mobilisation optimale des ressources financières et promouvoir la mise au point des critères d'une Responsabilité Sociale et Environnementale méditerranéenne.

Nous nous engageons enfin à partager toutes les actions que les pays de la rive Sud entreprendront en matière de préservation de l'environnement et qui pourraient servir de modèle pour les pays de la rive Nord.

Nous sommes sensibles, entre autres, dans les suggestions de l'Assemblée des Cent, aux projets et initiatives suivants : la création d'une plateforme numérique d'échange de bonnes pratiques et de formation pour développer les énergies vertes en Méditerranée ; le développement d'un programme d'efficacité énergétique pour une agriculture durable en Méditerranée ; une initiative de valorisation des déchets à l'échelle du 5+5 ; l'initiative pilote d'actions de dépollution plastique dans dix pays du bassin méditerranéen (*Méditerranée saine et sans plastique*).

3. Engagements pour une Méditerranée pluriculturelle

Moteur de dialogue et de liens entre les peuples, notre patrimoine doit être préservé, promu, servir de laboratoire de dynamisme régional et être mis en valeur par un tourisme responsable, inclusif, respectueux des populations locales et de l'environnement.

Nous nous engageons à promouvoir toutes les instances qui œuvrent à nourrir le dialogue continu et les liens entre nos deux rives, tant les nombreuses associations, que les plateformes virtuelles de mise en réseau et d'échanges.

Pour dépasser les barrières mentales existantes, nous soutenons l'idée de manifestations culturelles et sportives communes, comme la création de festivals de cinéma, de théâtre et de musique sur les deux rives. Nous suggérons d'instaurer une journée mondiale de la Méditerranée. Nous réitérons notre soutien aux industries culturelles du pourtour méditerranéen, qui font vivre les liens entre les deux rives en favorisant la création artistique et les événements transnationaux. Conscients du rôle crucial des médias, en particulier de la télévision, pour la promotion d'une image positive de notre région, nous souhaitons appuyer la création d'un média de dimension méditerranéenne qui diffuserait des contenus culturels et de divertissement, élaborés collectivement. Nous nous engageons à promouvoir les coalitions multi-acteurs et multi-nationales et à faire en sorte que chacun des projets que nous soutenons soit porté par des acteurs de nature différente tels que les collectivités locales, les organisations non-gouvernementales, les universités et les entreprises.

Nous souhaitons marquer notre intérêt, entre autres, dans les suggestions de l'Assemblée des Cent, pour les projets et initiatives suivantes : la création d'une maison méditerranéenne de la traduction et de mutualisation des éditions dans les langues méditerranéennes ; la création d'un média méditerranéen plurilingue et inclusif (*Mediterranea*).

4. Engagements pour une Méditerranée innovante, numérique et entrepreneuriale

Nous voulons une Méditerranée inclusive et innovante favorisant le partage d'informations, de connaissances et de technologies entre les deux rives, ainsi que la mise en réseau efficiente de ses talents d'avenir, portée par ses entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), et enfin, les principes de l'économie sociale et solidaire.

Nous allons travailler pour rendre nos administrations publiques totalement numériques et transparentes.

Nous nous engageons à promouvoir un « agenda méditerranéen du numérique », à tirer parti de toutes les potentialités des technologies numériques dans de multiples secteurs, à faciliter les interactions entre acteurs économiques de la Méditerranée et à appuyer le fonctionnement en réseaux afin de stimuler l'innovation, le co-investissement et l'entrepreneuriat. Nous soutenons à cet égard toutes les initiatives ayant vocation à rapprocher nos entreprises entre elles, à créer des ponts entre les entreprises et les consommateurs et à stimuler le dialogue public-privé, que ce soit par la recherche d'harmonisation des règles de commerce et du droit entre nos États, ou par la mise en place de moyens modernes de paiement grâce aux technologies numériques.

Nous sommes convaincus que des infrastructures de qualité, notamment en matière d'énergie et de transport, et une meilleure intégration économique et commerciale aideront au développement du secteur privé.

Nous souhaitons faire émerger des entreprises sociales innovantes, encourager la co-production industrielle au sein de la région, et revaloriser les savoir-faire locaux en nous appuyant notamment sur le dynamisme de nos diasporas. Forts de nos potentialités et complémentarités, nous souhaitons promouvoir des processus de production plus inclusifs entre la rive Nord et la rive Sud, et favoriser au maximum la co-production.

Nous avons apprécié, entre-autres, dans les suggestions de l'Assemblée des Cent les initiatives et projets suivants : faire de la Méditerranée un laboratoire d'économie numérique et durable (*Emerging Mediterranean*) ; la création d'un concours annuel d'initiatives innovantes pour les jeunes étudiants du 5+5 (*Medoc Prize*) ; l'usage de la « blockchain » et de l'intelligence artificielle pour accélérer la transition énergétique en Méditerranée.

5. Engagements pour une Méditerranée des villes et ancrée dans ses territoires

Nous reconnaissons le formidable dynamisme des villes méditerranéennes et souhaitons les ériger en laboratoires de la transition énergétique et de l'économie circulaire, verte et bleue. Face au défi représenté par l'urbanisation du littoral, nous souhaitons une plus grande coopération entre tous les acteurs concernés, y compris les collectivités locales et les ports.

Nous reconnaissons également l'importance centrale de la question de la gouvernance locale en Méditerranée, indispensable à l'écoute de tous nos territoires. Nous plaidons pour une redistribution

équitable entre nos territoires associant les communautés agricoles et rurales. Nous souhaitons développer les échanges de bonnes pratiques à travers des instituts et/ou des formations à l'adresse des élus locaux méditerranéens.

Nous veillerons par ailleurs à impliquer les collectivités locales aux travaux sectoriels du Dialogue 5+5 pour qu'elles y apportent leur expertise et leur connaissance du terrain.

Nous estimons que le développement équilibré de nos territoires passera par une plus grande connectivité et de meilleures infrastructures, à l'intérieur de nos pays et entre ceux-ci. Nous encourageons la participation des jeunes et des femmes à la gestion des collectivités territoriales et appuyons le développement de réseaux méditerranéens des maires et des dirigeants de collectivités territoriales.

Nous saluons, entre autres, dans les suggestions de l'Assemblée des Cent, les projets et initiatives suivants : s'engager ensemble pour la revalorisation économique et culturelle de nos patrimoines (*Smart Médinas*) ; la proposition d'économie circulaire au service de l'alimentation, de partenariats pour des villes côtières durables en Méditerranée ; la mise en réseau de programmes culturels à travers l'ouverture de *Chemins de Méditerranée*.

6. Nous sommes convaincus que les actions que nous suggérons de mener renforceront la paix et le développement dans notre région. C'est pourquoi nous attachons une importance particulière à ce que nos actions soient effectives et que nos engagements s'accompagnent d'un suivi conséquent.

Au niveau politique, nous examinerons l'état d'avancement des initiatives lors des rencontres ministérielles thématiques et générales du Dialogue 5+5. Au niveau opérationnel, des rencontres régulières seront organisées entre les représentants des dix pays du Dialogue 5+5, les représentants de la société civile et les organisations partenaires.

Dans ce cadre, nous tenons à saluer la bonne volonté exprimée par les organisations régionales et internationales partenaires du Sommet à accompagner aux niveaux technique et financier la réalisation des initiatives issues de notre Sommet, par une meilleure coordination, des co-financements croisés ainsi que la combinaison de leurs instruments et domaines d'expertise.

Par ailleurs, les initiatives proposées au cours des forums préparatoires seront recensées et partagées avec l'ensemble des acteurs sur une plateforme commune.

7. En vue de la possible extension au-delà du périmètre de la Méditerranée occidentale de certaines des initiatives retenues, nous réaffirmons notre engagement politique en faveur de l'Union pour la Méditerranée et de la Fondation Anna Lindh, qui demeurent des plateformes centrales pour renforcer le partenariat entre l'Union européenne et tous les pays du pourtour de la Méditerranée.

D'une manière générale, nous souhaitons approfondir notre coopération et notre travail commun dans les organisations internationales dont nous sommes membres, et y défendre la nécessité d'un multilatéralisme renouvelé.

8. Nous sommes enfin convaincus qu'une communauté méditerranéenne solidaire, conviviale et mutuellement profitable est possible. Elle favorisera les apports réciproques. Elle nourrira les apports de la Méditerranée au monde.

Rappelant que l'initiative que nous soutenons incarne notre nouvelle ambition, positive et inclusive, pour la Méditerranée, nous souhaitons lancer par la présente déclaration un appel à la conscience de chacun et au dialogue de tous.

Signé à Marseille, le 23 juin 2019.

Pour la République algérienne
démocratique et populaire



Pour le Royaume d'Espagne

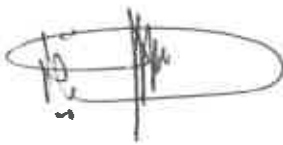


Pour la République française



Pour la République italienne

Pour l'État de Libye



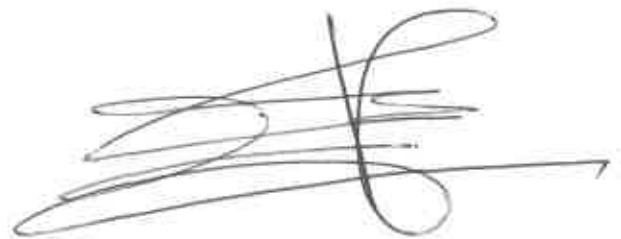
Pour la République maltaise



Pour le Royaume du Maroc



Pour la République islamique de
Mauritanie



Pour la République portugaise



Pour la République tunisienne

